

Résumé

BARBARA DESPINEY

INÉGALITÉS RÉGIONALES DANS LA MONDIALISATION :
LE CAS DE LA FRONTIÈRE RUSSO-CHINOISE

Dans le processus de mondialisation, la stratégie de rationalisation de la production des firmes multinationales consiste en la décomposition internationale du processus productif (DIPP). Elle implique souvent la perte d'autonomie ou la déstructuration des anciens systèmes productifs nationaux. Cette évolution de l'économie mondiale peut être une chance pour les économies régionales et locales qui doivent être resituées dans une perspective globale, au sein de laquelle les firmes multinationales constituent la principale force créatrice. Le constat est donc celui d'une compatibilité entre mondialisation et différenciation régionale, voire locale, dans la mesure où les territoires produisent des externalités dont peuvent bénéficier les entreprises dans la perspective d'une adaptation des systèmes locaux à la mondialisation.

La mondialisation de l'économie, tout en révélant la nature arbitraire des constructions territoriales, leur relativité historique et culturelle, suggère que de nouveaux aménagements de l'espace sont possibles. Dès lors, les traditions et expériences d'un système productif local déterminé devraient pouvoir circuler dans le réseau global, s'incarnant aussi bien dans des produits acceptés sur le marché que dans des principes d'organisation du processus productif, empruntés ou imposés (standardisation, chaîne de production, organisation scientifique du travail ou sous-traitance). Pour révéler l'inégalité entre régions dans le processus de la mondialisation, il faut étudier les articulations entre les ressources territoriales et le système local de production, tout comme celles qui relient ce système local au système global. La question qui apparaît alors est celle de « l'attractivité » des territoires, qui sera d'autant plus grande que le territoire dispose de ressources et d'actifs spécifiques.

L'approche proposée est celle des institutions et le champ d'investigation, celui des pays en transition, et plus particulièrement les régions frontalières. Nous assistons en effet à un phénomène d'émergence de territoires infranationaux dont beaucoup sont transfrontaliers, comme la frontière polono tchéco allemande, la nouvelle frontière orientale de l'UE et la frontière russo-chinoise. C'est cette dernière zone de l'Extrême-Orient russe qui a été plus particulièrement étudiée (Khabarowskij et Primorskij Kraï), ainsi que deux régions chinoises (Heilongjiang et Jilin). L'objectif principal est d'analyser la capacité du tissu local à s'ouvrir aux échanges internationaux à travers l'étude des sociétés mixtes, des zones économiques spéciales, des échanges frontaliers et des migrations.

Inégalités régionales dans la mondialisation : le cas de la frontière russo-chinoise

Barbara Despiney*

Introduction

Face à la mondialisation, il semble que les externalités spatiales¹ soient déterminantes parmi les facteurs d'attractivité. Cet article s'efforcera de montrer que ces externalités sont configurées tout d'abord par une main-d'œuvre de qualité, des infrastructures ainsi que par la capacité de coordination des acteurs économiques. Les régions sont exposées au processus de la mondialisation de la même façon que les entreprises, et pour se défendre elles ont de plus en plus recours à la régionalisation. Nous essayons de démontrer comment les deux processus s'articulent dans les pays en transition : Russie et Chine. Les régions étudiées sont situées à la frontière russo-chinoise dans l'Extrême-Orient russe (surtout Khabarowskij et Primorskij Kraï) et en Chine (Heilongjiang, Jilin et Liaoning).

L'analyse de cette région prolonge le travail qui a débuté au Centre d'Études Sibérienne de l'Institut d'Études Slaves dans les années 1990². Ce type d'étude monographique est replacé aujourd'hui dans le cadre plus large du développement régional dans la transition et face à la mondialisation qui a accentué, par exemple en Russie, le processus d'éclatement régional. Nous présentons dans cet article nos premières réflexions sur les nouveaux modes de gestion des espaces frontaliers post-communistes³. La question reste de savoir dans quelle mesure l'héritage communiste pèse sur la structure des espaces régionaux transfrontaliers et sur la réorganisation des relations entre les organisations qui y sont localisées. Cette étude est d'autant plus intéressante que la transition entraîne une remise en cause radicale des institutions héritées, en même temps qu'une redéfinition des processus économiques et des choix individuels et collectifs.

Inégalités régionales, sciences et mesures

L'analyse de la compétitivité régionale repose sur plusieurs facteurs macro ou micro-économiques. Liée à la mondialisation, elle repose aussi largement sur les données sociales, historiques et culturelles des territoires.

* Économiste, chargée de recherches CNRS, Centre d'économie de la Sorbonne, université Paris 1 Panthéon – Sorbonne, barbara.despiney@univ-paris1.fr

1. La notion d'externalité a été introduite par Alfred Marshall (1920).

2. Cette recherche s'inscrit dans le prolongement de la recherche financée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche à l'IRENISE. Les premiers résultats de cette recherche furent présentés à ce même ministère en septembre 1997 (Despiney-Zochowska 1997).

3. Trois régions transfrontalières sont au centre de notre travail : Euroregion « Neisse » sur la frontière polono-tchéco-allemande, la nouvelle frontière de l'UE (Eurorégion « Carpatique ») et la frontière russo-chinoise.

La mesure

La mesure des disparités régionales ne peut se réaliser que par la confrontation d'un grand nombre d'indicateurs aussi bien micro que macroéconomiques (OCDE 1997, 1998). Une des premières études sur la mesure des disparités régionales dans les pays d'Europe centrale et orientale, faite par notre équipe en 1996, avait repéré des pôles de croissance et de décision dans les dix pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne⁴ à l'horizon 2015 (Samson *et al.* 1996, Despiney 2001). La méthode était à la fois quantitative et qualitative (monographies nationales). Il s'agissait d'abord de *mesurer* les écarts entre les régions et de les *représenter* à partir d'un certain nombre d'indicateurs. On utilisait à cet effet les traitements statistiques et cartographiques. De brèves études monographiques par pays présentaient les principales caractéristiques structurelles (peuplement, découpage administratif, organisation de l'espace) et macro-économiques (grands équilibres, politiques de transition, structure sectorielle, échanges extérieurs). L'étude qualitative avait deux fonctions: pallier l'insuffisance des sources (données incomplètes ou non homogènes entre les pays) et celle des indicateurs quantitatifs. La méthode de calcul permet d'opérer une différenciation régionale plus fine dans les PECO⁵ et de repérer l'inégale répartition des facteurs de développement durant les cinq premières années de la transition. Les indicateurs utilisés (l'indicateur de polarité urbaine, le différentiel régional, l'indicateur de potentiel de développement et un estimateur du PIB régional)⁶ permirent de saisir une réalité complexe et multiforme, le dynamisme régional et, à travers une grille de lecture unique, la dotation en ressources des régions et leur niveau de développement.

L'approche de l'espace, adoptée dans ce travail, relevait de l'économie de la localisation où l'es-

pace national est organisé à partir d'une répartition inégale de ressources et de facteurs de production. Quelques éléments provenaient de l'approche de *l'économie en tant qu'espace-système*, qui intègre la dynamique des espaces, les effets de polarisation et de dominance (Perroux 1950, 1955, 1961). Le présent travail sur les frontières vise à élargir la recherche vers une troisième approche de l'espace, à partir de la notion de district industriel (Aydalot 1986, Benko et Lipietz 1992, Courlet et Soulage 1992)⁷. Les résultats présentés ici complètent la recherche pluridisciplinaire menée sur la mesure micro-économique à l'aide de questionnaires⁸ car le problème fondamental est l'adaptation qualitative des mesures statistiques. Dans les pays en transition, il n'est pas toujours possible d'obtenir des informations exhaustives sur la création d'entreprises pour mesurer les dynamiques économiques locales. Les statistiques laissent à désirer dans les cas russe et chinois, lorsque l'on sait que les autorités régionales et les entreprises ne répercutent pas forcément leurs transactions vers le Centre et que le commerce transfrontalier a tendance à échapper à tout contrôle. La première enquête sur la présence chinoise en Extrême-Orient russe a été réalisée dans le cadre du projet de recherche «Le développement régional et la coopération internationale en Extrême-Orient russe (Cayoleau 1997).

Paradigme marshallien et modèle de développement post-communiste

La notion de système productif local (SPL) trouve son origine dans le modèle des districts industriels dont le père est l'économiste anglais Alfred Marshall (1920). Il proposa une lecture différente du marché qui dépasse le cadre de la concurrence pure et parfaite, en partant de l'analyse d'un ensemble d'entreprises regroupées au sein d'un «district industriel». Il décrit la trajectoire sociohistorique spécifique d'un territoire et l'ancrage territorial de l'industrialisation. Ce concept de district industriel fut réactualisé grâce au renouveau des systèmes locaux, en Italie notamment, sous la forme d'une concentration géographique sur un territoire réduit, de petites entreprises travaillant dans le même secteur (Beccatini 1979). La Silicon Valley de Santa Clara aux États-Unis est un autre cas typique dont le développement est lié aux premiers stades du cycle de vie des produits électroniques. On mentionnera aussi les districts marshalliens du grand Los Angeles et les systèmes industriels flexibles de Hongkong (Scott 1992). Au plan macroéconomique, il s'agit de savoir si les SPL

4. La Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, le Slovaquie, la Slovénie, la République Tchèque et trois pays baltes: la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie.

5. Pays de l'Europe centrale et orientale.

6. Pour plus des détails voir «Méthodes et indicateurs» dans *Pôles de croissance et de décision à l'Est 1994-2015*, 101.

7. Parmi les auteurs ayant développé cette approche dans le contexte de transition il y a Samson I. *et al.* (1995), Brunat E. (1995); Ditter J.G. (1995); Courlet C. (1997).

8. Dans le cas de la frontière polono-tchéco-allemande un questionnaire du GREMI a été utilisé dans le cadre d'une Étude de faisabilité financée par la Banque mondiale *Networking for innovation in a transition country: Potential, opportunities, and policy recommendations* (en coopération avec CASE, Varsovie).

constituent une nouvelle forme d'industrialisation qui favorise l'émergence de petites et moyennes entreprises.

Le district industriel marshallien est fondé sur des économies externes d'agglomération et des économies d'urbanisation. Dans le contexte de la transition des pays d'Europe centrale et orientale, le modèle basé sur des économies d'agglomération dans des métropoles articulant secteurs industriels traditionnels en conversion et tertiaire supérieur semble prévaloir pour les dix pays étudiés pour la DATAR (Samson *et al.* 1996). La notion de développement diffus et spontané semble mieux adaptée à l'analyse de leur développement régional (Brunat 1995, Chmiel 1997). En effet, la privatisation dans les anciennes économies socialistes s'est traduite par une émergence spectaculaire des PMI/PME, moteur de croissance et de création d'emploi, qui varie toutefois d'un pays à l'autre (Guerraoui et Richet 2000, Duchene et Rusin 2002). Le changement des conditions de la concurrence dans la mondialisation pousse les entreprises à abandonner l'intégration verticale comme principe d'organisation en faveur d'un système décentralisé de production. Selon cette logique, l'éclatement des grands combinats en plusieurs entreprises qui maintiennent entre elles des liens d'échanges et de production, constituant ainsi un système décentralisé de production, est un moyen d'ajustement aux nouvelles conditions de la concurrence. L'expérience des districts industriels répond à cette nouvelle exigence de l'économie. Il s'agit d'une forme d'industrialisation adaptée à la demande de flexibilité qui pourrait aider l'industrialisation des pays émergents et les pays en transition (Courlet 1997).

En ce qui concerne la Chine et la Russie, dont la situation n'est pas comparable, de nouveaux éléments doivent être pris en considération.

En Chine, le petit négoce et l'artisanat privés ont connu un bond spectaculaire dans les villes et les campagnes chinoises. Déjà en 1953, la Chine comptait 8,3 millions de petits commerçants et artisans, configurant ce que l'on appelait «l'économie individuelle». Après les vicissitudes de la révolution culturelle qui a mené à leur presque totale extinction (140 000 seulement en 1978) les années 1980 ont vu un essor spectaculaire de leurs activités. En une seule année, 1983, le nombre des entreprises individuelles a presque doublé par rapport à 1982, passant de 2,6 millions à 5,8 millions, employant 7,5 millions de personnes. Le droit à l'existence de l'entreprise privée est à présent

inscrit dans la Constitution chinoise et c'est à la campagne que cette forme d'activité économique s'est développée le plus. La réforme agraire dans son ensemble a aboli le système communautaire et mis en place la responsabilité familiale. La suppression des communes populaires et le retour à l'agriculture familiale demeurent les réformes les plus spectaculaires et les plus radicales opérées en Chine (Chavance 1994). Suivant la localisation de l'instance dont elle dépend, une entreprise est désignée soit comme entreprise rurale, soit comme entreprise urbaine. Les entreprises individuelles, autorisées à partir de 1978, englobent tous les établissements individuels ou familiaux n'employant pas plus de sept personnes. Dès 1991, les statistiques chinoises distinguent trois catégories de propriété non étatique : «propriété individuelle», «propriété collective» et «autre type de propriété» (Vahabi 1995). Aujourd'hui, ce sont les entreprises industrielles non étatiques qui sont le plus dynamiques.

La situation russe est totalement différente. Au début de la transition (1989) on comptait 10 000 petites entreprises (jusqu'à 250 employés) (Brunat 1995). Aujourd'hui (2003), leur nombre est évalué à 891 000 et le pays compte 4,7 millions d'entrepreneurs individuels⁹. La faiblesse des PME dans ce pays et les obstacles à leur développement provient d'un environnement oligarchique et monopoliste¹⁰. Les fondements historiques, antérieurs et postérieurs à 1917, ont contribué à façonner une organisation que l'on qualifie de *communauté économique et sociale locale russe* (Brunat 1995). Cette tradition communautaire nourrit un corporatisme social et économique qui peut être perçu comme un frein à la modernisation et au développement. Le développement économique et social du pays, caractérisé par une planification verticale et une sectorisation de l'activité, a pu se réaliser en grande partie, grâce à la cybernétique de proximité et aux relations informelles locales, elles-mêmes conditionnées par la tradition communautaire russe.

À défaut de repérer des districts industriels marshalliens, il convient pour la Russie d'introduire la notion d'appartenance à un «territoire – acteur» qui intègre la spécificité des relations économiques et sociales de proximité.

9. Chiffre donné par D. Kisline lors du Séminaire international «La Russie européenne», Université du Littoral Côte d'Opale, Dunkerque, 14-15-16 décembre 2006.

10. Cf. Samson I., «La science régionale et la Russie en transition», ronéoté, GTD-UPMF, Grenoble, 2003.

L'existence des districts industriels peut être un atout pour un pays si ce phénomène se déroule dans un cadre institutionnel unifiant plus encore qu'unifié. Or, la transition en Russie reste caractérisée par un grand retard sur ce plan. Le pays a plus à craindre un vide institutionnel et juridique qu'une différenciation économique des territoires dont les dérives peuvent être corrigées sans freiner les dynamiques de la transition déjà perceptibles. La crise financière russe de 1998 a montré que le territoire est bel et bien au cœur de la transition.

Mondialisation et trajectoires communistes

Le poids de l'histoire est fondamental dans l'étude des territoires post-communistes, comme on l'observe en analysant les trajectoires des pays issus de l'éclatement de l'URSS et du CAEM¹¹.

En Russie, après quinze années de transition, il s'agit de savoir jusqu'à quel point l'émancipation civique de la société soviétique, associée à l'irruption des idées politiques venues de l'Ouest, ne serait pas liée à une émancipation économique venue de l'Orient (modèle chinois)¹² En soutenant les dynamiques de développement de certaines régions pilotes, la Russie pourrait se doter de pôles régionaux capables de tirer vers le haut les régions moyennes et faibles. Ici la stratégie chinoise fondée sur des pôles de développement multi-dimensionnels, dont le pôle côtier avec ses avantages comparatifs, pourrait servir d'exemple (Chavance 1986). De fait, la Russie à la recherche d'un modèle de développement se tourne davantage vers le modèle chinois de la transition, plus graduel avec un pouvoir central fort.

Trajectoire chinoise

Le gradualisme des réformes internes et concernant les échanges avec l'extérieur est un facteur important en Chine. Il fut longtemps admis que la seule façon de progresser dans la hiérarchie mondiale, pour les pays en développement (PED), consistait à mener une politi-

que d'ouverture libérale (*outward-looking*). Le cas de la Chine échappe à ce schéma. Dès le début de la transition chinoise, il existait deux contenus différents de la politique d'ouverture (Pin 1999). Le premier concevait l'ouverture dans le but d'éviter l'asphyxie totale. Le second, axé sur l'avantage comparatif, ambitionnait de rompre totalement avec le système autarcique pour amarrer durablement le pays à la zone Asie-Pacifique, les échanges servant à restructurer en profondeur le système industriel. Progressivement, des conceptions plus novatrices se sont imposées, correspondant au second contenu de la politique d'ouverture : les échanges, acteurs d'une restructuration économique, obligeant à une mise en cause de la gestion centralisée et à de profondes réformes internes. Le poids relatif de ces deux contenus a pu varier selon les moments, mais le cheminement observable de la littérature économique chinoise permet de conclure à l'émergence de conceptions de plus en plus libérales et de retrouver l'inévitable lien entre l'ouverture et les réformes internes (Pin 1999). Ainsi, par exemple, l'intention de responsabiliser les entreprises de commerce extérieur avait un sens, même au prix d'une moindre efficacité. Aujourd'hui, les entreprises industrielles non étatiques sont les plus dynamiques. Leur entrée massive dans tous les secteurs d'économie est la conséquence la plus importante du fédéralisme économique chinois (Vahabi 1995). Ces entités économiques sont partiellement détenues et très activement soutenues par différents organismes liés aux gouvernements locaux.

Les zones côtières chinoises

La politique du développement des zones côtières peut expliquer pourquoi la Chine a pu accueillir autant d'Investissements directs étrangers (IDE) tout en préservant son système économique, les IDE n'étant jamais été aussi importants en Russie depuis que le socialisme a disparu. En 2004, les investissements étrangers en direction de la Chine atteignaient 60,6 milliards des dollars et seulement 11,6 milliards en direction de la Russie¹³. Tout tient à la conception chinoise de l'ouverture, au fait que la Chine pouvait compter sur la mobilisation d'une diaspora prête à participer à la modernisation du pays, sur l'attrait d'un marché intérieur de grande dimension, et enfin sur la disponibilité de ressources naturelles (hydrocarbures) et d'une main-d'œuvre abondante et bon marché. Au contraire, en Russie, une importante fuite des capitaux eut lieu dès le début de la transition. Selon le Centre de recherche « Wasily Leontieff » de Saint-Pétersbourg, la fuite des capitaux serait

11. Conseil d'assistance économique mutuelle.

12. De cette éventualité nous avons discuté avec Marc Ferro lors de notre premier voyage en Extrême-Orient russe en janvier 1991, Despigny-Zochowska, 1994.

13. CNUCED, *Rapport sur l'investissement dans le monde*, 2005.

quatre fois plus grande que le flux des IDE en direction de la Russie.

L'expérience chinoise de zonage débute à l'automne 1978, voire 1975, avec les points de production pour l'exportation. C'est une décision de Deng Xiaoping qui consacre l'origine des zones économiques spéciales (ZES). Déjà, en janvier 1979, une compagnie chinoise de Hongkong et la province de Guangdong proposaient la création de la zone industrielle de Shekou, rapidement acceptée. Avec l'autonomie accordée aux provinces de Guangdong et Fujian, quatre zones d'exportation spéciales sont créées à Shenzhen, Zhuhai, Shantou et Xiamen. Mais la stratégie du développement côtier est véritablement lancée, au début de 1988, par Zhao Ziyang. Dès leur création, ces ZES ont fait l'objet de vives critiques dont l'ampleur variait selon le climat politique général et la position des officiels. Elles servaient simultanément la promotion des exportations et la substitution des importations et restaient socialistes au sens macro-économique. Leur ouverture visait à confiner l'influence étrangère à des régions officiellement délimitées.

La place des régions côtières dans l'ouverture chinoise laisse apparaître l'ambivalence de la stratégie chinoise. En termes de réforme, cela revient à accepter des écarts géographiques tant le degré d'avancement des réformes varie : la réforme est plus avancée sur les côtes plus ouvertes sur l'extérieur, moins avancée à l'intérieur et marquée davantage par la substitution des importations. C'est le cas des trois provinces du nord-est de la Chine : Heilongjiang, Jilin et Liaoning. Toutes ces régions ont souffert de la transition économique russe. Selon un travail des chercheurs de Tsinghua University (Zinai, Haiwen, Mingqiang 1999), ces régions qui possèdent un potentiel de développement important ont perdu leur position initiale, phénomène qui se mesure par la baisse de leur rang parmi les 31 régions chinoises (y compris trois municipalités : Beijing, Shanghai et Tientsin). Heilongjiang chute de la 11^e à 16^e place entre 1990 et 1997, Jilin du 6^e à 10^e place et Liaoning de la 4^e à la 5^e place. La province de Heilongjiang qui jouxte la frontière russe a subi le contrecoup de la désintégration de l'Union Soviétique (en 1991, l'URSS était son premier partenaire économique). Du jour au lendemain elle a dû réorienter ses échanges vers l'intérieur du pays. Si le potentiel de ces trois provinces tient à leur position géographique frontalière, elles souffrent malgré tout d'enclavement et cherchent l'accès à la mer¹⁴.

La transition russe

La Russie reste prisonnière de ce que l'on appelle le « syndrome hollandais » (Corden 1992). En effet, son économie est basée sur une dynamique liée aux exportations de matières premières (hydrocarbures, métaux et bois). C'est une économie de rente énergétique, comme le Venezuela, l'Algérie ou encore le Nigeria, ce qui met en cause la capacité de ce pays à redevenir un acteur économique majeur sur la scène internationale. L'approfondissement de la tendance rentière se manifeste avec force depuis l'été 2002 (Sapir 2005). La faible rentabilité du secteur industriel relativement au secteur énergétique constitue un signe supplémentaire des effets du « syndrome hollandais ».

À partir de 1998, la dévaluation du rouble a permis à l'industrie russe de retrouver une certaine compétitivité et de diminuer les effets néfastes liés au syndrome. Mais le processus de désindustrialisation liée à la transition, ainsi que la tendance généralisée au développement des services n'épargnent pas la Russie. Le retard dans les services aux entreprises et le manque de structures économiques en réseau sont un frein.

La principale différence entre la Chine et la Russie réside dans le fait que les autorités chinoises n'ont jamais perdu leur contrôle sur les provinces. En revanche en Russie, avec l'effritement de l'autorité centrale à partir de 1989, la fragmentation de l'espace s'est accélérée (Mandrillon 1992).

La fragmentation du territoire national est survenue avec la volonté de changer les rapports Centre-Périphérie, suite à l'adoption de la loi du 9 avril 1990 « Sur les principes généraux de l'autonomie de l'administration locale et de l'économie locale en URSS » (Barry et Lesage 1991, Gazier 1992)¹⁵. Après la dislocation de l'URSS, la Fédération de Russie a adopté sa propre législation sur les pouvoirs locaux, un an plus tard et en deux étapes : le 6 juillet 1991 en votant la loi sur l'autonomie de l'administration locale en RSFSR, le 5 mai 1992 en adoptant la loi « Sur le soviet des territoires et sur l'administration territoriale des régions ».

14. Sur l'enclavement lire Raballand G. *L'Asie centrale ou la fatalité de l'enclavement?*, L'Harmattan, Paris, 2005.

15. Gazier A., « Les enjeux politiques. Ancrer la légitimité eltsinienne », *Problèmes politiques et sociaux. La conquête du pouvoir local en Russie* (sous la direction de M.-H. Mandrillon), n° 683 le 26 juin 1992, série Russie, 4. Voir également Barry F. et Lesage M., 1991.

La Constitution adoptée en 1993 ayant laissé dans le flou le partage des compétences entre les instances fédérales et régionales et la définition de leurs prérogatives, celles-ci ont été réglées au coup par coup. Cette situation fut particulièrement visible dans la manière par laquelle les autorités russes ont géré le problème des zones économiques spéciales.

Les zones économiques spéciales russes

En effet, pour attirer des investissements, la Russie s'est lancée dans la création des zones économiques spéciales sur son territoire en essayant de profiter de l'expérience chinoise des zones côtières. Les voyages fréquents de responsables et de spécialistes russes dans ces zones ont montré leur intérêt pour l'expérience chinoise dans ce domaine.

Selon l'arrêté du Conseil des ministres de l'URSS du 16 décembre 1988, la décision de créer une zone franche revenait aux autorités régionales et sa gestion devait se faire selon les lois élaborées par ces mêmes autorités (Despiney-Zochowska 1993). À la suite de cet acte législatif une soixantaine de projets de création de ZES ont vu le jour à travers l'Union, lancés par les conseils municipaux, mais aucun texte n'était voté au niveau national¹⁶. Après la dislocation de l'URSS, un deuxième décret en faveur des zones a été signé le 4 juin 1992, fixant les taxes à l'exportation

16. Extrait du décret du Præsidium du Soviet suprême de la RSFSR du 27 mai 1991, n° 1343-I sur la création de la zone économique franche « Sakhaline »; *Vedomosti Sezda narodnyx deputatov RSFSR i Verxovnogo Soveta RSFSR*; O. Morgacev, « Svobodnye zony: lucse mense, da lucse » (Zones franches: moins mais mieux), *Rossijskie vesti*, n° 16, 5 juin 1992, 3. Voir à ce sujet aussi l'article de Sergei Manezhev, « Free Economic Zones in the Context of Economic Changes in Russia », *Europe-Asia Studies*, vol. 45, n° 4, 1993, 609-625.

17. Lire à ce propos Evgenij Timofiev dans *Kommersant*, 7 juillet 1993.

18. Ses principaux objectifs sont la plus grande transparence dans les relations financières entre les différents niveaux d'administration et le contrôle plus strict sur l'application réelle des lois. Cette réforme introduit le concept de verticalité du pouvoir afin de centraliser davantage le pouvoir fédéral, pour reprendre contrôle sur les dirigeants locaux en les obligeant à mettre leur législation en conformité avec les lois fédérales. La nouvelle répartition des ressources se fera désormais au profit du Centre: 60% des impôts collectés resteront à Moscou. La totalité du produit de la TVA et de l'impôt sur le chiffre d'affaires resteront à la disposition du budget fédéral, ainsi que 7,5% (sur 24%) de l'impôt sur le revenu et 80% de l'imposition sur la production de ressources naturelles (pétrole, gaz, métaux). L'imposition sur l'extraction des matières premières fut simplifiée au cours de l'année 2001: une taxe unique calculée sur les revenus tirés de la vente a remplacé les accises et autres droits (*Russian Economic Trends*, 2001)

19. Cette loi a été bloquée à la Douma jusqu'au 22 juin 2005.

20. À ce propos voir les travaux de B. Chavance, « La nouvelle stratégie de développement en Chine », *Cahiers du GERTTD, Série Développement*, Université de Paris 7, n° 2, janvier 1986.

des matières premières à hauteur de 50% des taxes en vigueur dans la Fédération. Les résolutions de B. Eltsine confirmaient l'existence de douze zones à travers le pays parmi lesquelles deux seulement semblaient viables: Kaliningrad et Nakhodka, toutes deux se trouvent à l'extrémité de l'URSS, dans les régions côtières. Mais, les investisseurs étrangers, qui s'étaient fondés sur la loi relative aux investissements étrangers du 4 juillet 1991, ont vu progressivement disparaître les avantages qui leur étaient accordés¹⁷(Herzfeld 1994). Cet état des choses se traduit par une diminution spectaculaire des capitaux étrangers investis en Russie. Avec l'arrivée de W. Poutine au pouvoir, un recentrage s'est mis en place avec l'adoption de la deuxième partie du code fiscal (été 2000)¹⁸. La loi sur les zones économiques spéciales, votée le 22 juin 2005, substitue un statut unique aux différentes zones mises en place par les régions¹⁹.

Transition en Extrême-Orient russe

L'exemple de la frontière russo-chinoise fournit un exemple parfait d'inégalité entre des régions face à la mondialisation. Les régions étudiées se trouvent dans une région en forte croissance, mais c'est la Chine qui a su profiter de la croissance en Asie, grâce à ses zones côtières judicieusement placées au centre d'une économie asiatique²⁰. Le climat d'instabilité économique et politique à l'échelle du pays ainsi que la faiblesse des institutions étaient deux raisons majeures de la faible attractivité des régions russes par rapport aux régions chinoises. L'Extrême-Orient russe subit le même sort. En témoigne le faible niveau d'investissements étrangers directs et le flux d'émigration hors de la région.

Un fournisseur de matières premières

En Russie, « le syndrome hollandais » se répercute sur le plan régional. Les régions riches en ressources naturelles sont censées profiter des effets positifs de l'exploitation des matières premières ou de l'énergie, tandis que les régions industrielles et agricoles souffrent des effets négatifs. Pour ce qui est de l'Extrême-Orient, appartenant au premier groupe, le passage abrupt à une politique économique libérale s'est avéré néfaste et a rendu la transition particulièrement difficile. Il ne faut pas oublier que l'ancienne politique régionale (de l'URSS) a mené à la situation paradoxale d'un pays coupé en deux: une partie composée des régions – donneuses; l'autre, de régions – réci-

piendaires d'aides (Dmitrieva 1992). La région de l'Extrême-Orient appartenait à cette deuxième catégorie. Cette politique favorisait la monoculture et maintenait des structures socio-économiques obsolètes.

Sur le plan de l'activité économique, l'Extrême-Orient reste d'abord un fournisseur de matières premières : sa part dans l'industrie d'extraction du pays représente 15 % (seule la Sibérie occidentale la dépasse avec une part égale à 36 %). Les régions de Magadan et de Yakoutie possèdent les réserves d'or les plus importantes de Russie, elles fournissent au gouvernement central de 200 à 300 tonnes d'or par an et 100 % de leur production des diamants. L'île de Sakhalin possède d'importantes quantités du gaz et du pétrole. À la fin des années 1980, l'Extrême-Orient fournissait 40 % de la production nationale de la pêche (poissons et fruits de mer), 13 % de la production du bois, 14 % du tungstène, 50 % de l'or, 80 % de l'étain, 90 % du bore et 100 % des diamants. Pour ce qui est du domaine agricole, s'y développent la culture de clairières et l'élevage des animaux à fourrure (l'élevage fournit 70 % des revenus agricoles et 40 % des terres arables sont consacrées aux fourrages). De toutes les régions de l'ex-URSS, l'Extrême-Orient est celle où la part des terres arables est la plus basse : 0,47 % de la surface totale. Le rôle de grenier de l'Extrême-Orient russe revient au complexe agro-industriel de la région de l'Amour qui concentre plus de 55 % de terres cultivées et produit un tiers du lait et de la viande, 70 % du soja, plus de 60 % des céréales. Mis à part le rôle de cette région comme fournisseur des matières premières, sa prépondérance tient au plan militaire. Le poids du complexe militaro-industriel se mesure par l'importance de la part qu'occupe l'industrie lourde dans la production industrielle de la région. L'Extrême-Orient est donc une région composite, où des circonscriptions très militarisées voisinent avec d'autres où dominent les industries du bois et de la pêche.

Une transition difficile

La configuration et la dynamique des échanges interrégionaux à la fin des années 1980 ont confirmé le rôle de l'Extrême-Orient dans la fourniture de matières premières. En effet, dans l'économie soviétique, le Centre considérait toujours le local en fonction de l'importance du territoire en termes de défense, de ressources exportables pourvoyeuses de devises, du poids et de l'influence sur l'économie nationale. Cette volonté du Centre de faire de l'Extrême-Orient une région productrice de

matières premières, renforcée par une exploitation excessive de ses ressources naturelles, ainsi qu'une centralisation à outrance ont soulevé une opposition massive des autorités locales au début de la transition.

L'accroissement du déficit budgétaire russe en 1991-1992 et l'aggravation des conditions de financement des entreprises publiques ont accéléré le processus de restructuration et de désertification de l'économie de la région. La diminution drastique des fonds attribués à la région au début de 1989, justifiée par le pouvoir central comme étant la première étape du passage d'une économie dirigiste vers l'économie de marché, s'est avérée un désastre. La crise s'est traduite par la baisse de la production : -15,7 % en 1992, -16,7 % en 1993 et -30 % durant les six premiers mois de 1994 dans les domaines du bois, de la pâte à papier, des matériaux de construction, de la métallurgie et du complexe militaro-industriel²¹. La politique déflationniste de 1993, introduite après le départ du premier ministre très libéral, E. Gaïdar, a approfondi la crise, entraînant une baisse généralisée de la rentabilité des entreprises, celles d'Extrême-Orient étant doublement pénalisées par le coût élevé de l'énergie et du transport. Faute d'investissements, la décapitalisation commencée à la fin des années 1980 s'est poursuivie. Après les résultats spectaculaires du commerce extérieur en 1992, la tendance fut à la baisse tout au long des années 1990 faute d'une politique économique claire. Depuis, aucune modification de la structure des exportations n'est intervenue : pour 60 % elles sont composées des produits de l'industrie forestière, de la pêche et des combustibles. De plus, la politique fiscale menée par le Centre pénalise ces exportations qui deviennent de moins en moins compétitives face aux produits de la Chine, de la Corée du Sud, de Taïwan et de Singapour.

Les migrations

Le passage abrupt d'une politique régionale ancienne, qui privilégiait l'Extrême-Orient, à une économie libérale a rendu la transition particulièrement difficile. Cette difficulté s'est d'abord manifestée par un exode important de la population habitant la région. Au début de la transition, la population de l'Extrême-Orient comptait environ 8 millions des personnes. De 7,5 millions de personnes, en 1995, la population est passée à 6,7 millions

21. Chiffres communiqués par l'Institut d'études économiques de Khabarovsk, novembre 1994.

en 2002²². Le volume de l'immigration fut lui aussi fortement affecté. Au premier semestre de 1996, le nombre de nouveaux arrivants représentait 83,5% du niveau atteint à la période correspondante de 1995²³.

Tout un ensemble de facteurs est à l'origine du reflux de population observé dans l'Extrême-Orient russe. Parmi ceux-ci, on relève surtout l'éclatement de l'URSS. En particulier au Nord et à l'Est de l'Union, les régions étaient largement peuplées de migrants venus de Républiques slaves non russes – surtout l'Ukraine et la Biélorussie – qui ont eu tendance à revenir dans leurs foyers « ethniques ». Si l'on opère une comparaison sur dix ans, le nombre d'immigrants dans la région en 1996 ne représente plus que 28,7% de leur nombre en 1986. À son tour, ce flux se retourne, entraînant avec lui une partie de la population installée. Ainsi n'est-ce pas un hasard si le phénomène migratoire est devenu un facteur de décroissance démographique en Extrême-Orient. L'émigration est le résultat de la libération des prix, de la chute de la production, de la faiblesse des salaires, des conditions de travail peu satisfaisantes ainsi que des problèmes de logement.

Face au départ des Slaves, l'arrivée des Chinois constitue un élément d'autant plus perturbateur que la population de l'autre côté de la frontière atteint 100 millions. L'histoire économique longue de la Chine et la culture capitaliste inscrite dans la mémoire nationale ont permis, dans les régions qui jouxtent la frontière avec la Russie, l'enracinement d'un esprit commercial et entrepreneurial qui favorise l'initiative individuelle. La notion de propriété privée a plus de difficultés à pénétrer dans les consciences des citoyens russes que chez les Chinois. L'esprit d'initiative chinois fait peur. Les Russes dénoncent « les

communautés chinoises qui dirigeraient à présent tous les autres groupes ethniques présents en Extrême-Orient russe. Le peuplement chinois dans les campagnes russes avec l'installation de « villages chinois » est dénoncé, ainsi que le « pillage des ressources naturelles » et la volonté non cachée d'enrichissement rapide manifestée par les nouveaux venus²⁴. Ces derniers sont soupçonnés de vouloir regagner les terres perdues et, sous couvert d'une coopération économique, de faire valoir des prétentions territoriales.

Cette tendance à exagérer l'expansion chinoise sur tout le territoire russe se maintient aujourd'hui²⁵. Pourtant, les chiffres officiels permettent de se rendre compte de la situation réelle, comme le montre le tableau ci-dessous.

TABLEAU 1

La population chinoise dans Primorskij Kraï (1994-1999)

	Visiteurs chinois (total et sans visa)		Installations clandestines
1994	40 000	18 500	14 400
1995	35 000	18 500	11 200
1996	35 500	21 000	1 065
1997	52 000	39 000	468
1998	73 000	61 000	292
1999	80 287	-	-

Sources : S. Colin, 2003 : 42.

En 2005, les estimations officielles faisaient état de 300 000 Chinois sur tout le territoire de l'Extrême-Orient russe²⁶. Comme l'écrit Colin (2003) « *malgré la permanence de l'antagonisme, les populations locales russes sont devenues plus pragmatiques : elles sont conscientes que la coopération économique avec la Chine est malgré tout bénéfique à la région* ».

Investissements étrangers directs

Face à des difficultés de financement et à la faiblesse de l'épargne populaire dans une région où la très grande concentration de la production exige des investissements massifs, un appel aux entrepreneurs et aux capitaux étrangers était indispensable. La concentration dans les pays limitrophes (notamment au Japon) d'importants moyens financiers semblait donner une chance à ces privatisations. Il n'en a rien été. Les investissements étrangers du côté de l'Extrême-Orient se sont fait attendre de la même manière que dans la Fédération de Russie tout entière. Le chaos législatif et l'instabilité politique russe en furent les causes principales²⁷. Le Japon, principal bailleur de fonds dans la région, était intéressé par les richesses naturelles russes, mais ses investissements se dirigèrent vers d'autres pays d'Asie, surtout la Chine²⁸. En Extrême-

22. Cf. « Sibérie et Extrême-Orient russe », *Courrier des Pays de l'Est*, n° 422, septembre 1997. Blum A., Gouseff C., Radvanyi J., « Mutations identitaires en Russie », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 34, n° 4/2003.

23. « *Migracija naselenija Rossijskoj Federacii za 1 polugodje 1996* (Bulletin statistique), Goskomstat Rossii, Moscou 1996, 8.

24. *ibidem*, 22.

25. Cf. *Nezavisimaja Gazeta*, 6 février 2006, et *le Monde* du 25 août 2005.

26. *Izvestia*, le 16 août 2005

27. Lire à ce propos S.S. Rosefielde, 1994 : 47-61.

28. Cet état de choses a changé avec la signature, le 21 novembre 2005, des accords préliminaires entre la Russie et le Japon d'un montant de 16 milliards de \$ dont la moitié sera fourni par le Japon pour la construction d'un oléoduc de 4 100 kilomètres qui reliera la Sibérie centrale à la côte Pacifique. Le pétrole arrivera au port de Nakhodka. Cf. *Le Monde*, le 23 novembre 2005.

Orient russe, les États-Unis et le Japon détenaient respectivement la première et la deuxième place, en 1991, mais la Chine passe en première place à partir de 1992 (Cavoleau 1997). La participation chinoise est la plus importante en termes de nombre d'entreprises communes: 124 enregistrées en septembre 1993 (soit 36% du chiffre total). Ce sont de petites entreprises localisées surtout dans l'hôtellerie et la restauration. Au début de la transition la participation chinoise est particulièrement visible dans le Khabarovski Kraï mais à partir de 1996, Primorskiï Kraï devient la principale direction des investissements étrangers, la Chine en tête:

TABLEAU 2

Nombre des entreprises à capitaux étrangers ou mixtes (et pourcentage) dans Primorskiï Kraï (1996-2001)

Pays	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Chine	98 30,6%	99 29,0%	102 33,6%	121 33,6%	176 36,5%	196 37,8%
Corée du N.	3 0,9%	3 0,8%	2 0,6%	2 0,5%	3 0,6%	2 0,4%
Corée du S.	30 9,3%	40 11,7%	30 9,9%	41 11,4%	62 12,9%	74 14,3%
États-Unis	60 18,7%	59 17,3%	40 13,2%	39 10,8%	44 9,1%	47 14,3%
Hongkong	7 2,18%	5 1,5%	7 2,3%	7 1,9%	10 2,0%	10 1,9%
Japon	48 15,0%	51 15,0%	27 8,9%	26 7,2%	29 6,0%	30 5,6%
Singapour	10 3,1%	10 2,9%	6 2,0%	6 1,6%	6 1,2%	6 1,1%
Taiwan	4 1,2%	4 1,1%	2 0,6%	2 0,5%	2 0,4%	1 0,2%
Vietnam	5 1,5%	4 1,1%	3 1,0%	6 1,6%	8 1,6%	10 1,9%
Total	320 100%	340 100%	303 100%	360 100%	482 100%	518 100%

Sources, Colin S., 2003: 43.

Les entreprises mixtes russo-chinoises présentent toutes les mêmes caractéristiques: rares sont celles qui s'occupent de la production industrielle, la majorité ayant dédié leur activité principale à la production et à la distribution de produits de consommation courante. Leur apport financier est minime. De fait, une partie non négligeable de ces entreprises servait de façade à une activité illégale consistant à introduire en fraude de la marchandise chinoise sur les marchés européens et américains²⁹.

La zone économique spéciale de Nakhodka

Les investisseurs chinois se rendent surtout dans la zone économique spéciale de Nakhodka, située dans Primorskiï Kraï (cf. tableau 3).

TABLEAU 3

Les principaux investissements étrangers dans la ZES Nakhodka au 1^{er} janvier 2001

	Montant cumulé (en milliers de \$)	% du total
Japon	6 788,2	24,3
Chine	5 251,2	18,8
Hongkong	1 361,0	4,9
Grande-Bretagne	3 932,0	14,0
États-Unis	2 994,0	10,7
Corée du Sud	2 394,0	8,5

Sources: Colin S, 2003: 44.

Cette zone a été créée le 14 juillet 1990 par une résolution du Soviet suprême signée par B. Eltsine (Gur'ev, Salykin, Uvarov 1992). Nakhodka devenue la zone pilote dans la région devait se spécialiser dans la transformation des matières premières et des fruits de mer. Sur ordre du ministre de la Défense, l'aéroport militaire de Zolotaïa Dolina (à 20 kilomètres de Nakhodka) fut reconverti en zone de transport de passagers et de marchandises. L'installation de deux techno parcs, l'un américain et l'autre sud-coréen, fut envisagée³⁰. Il s'agissait de premiers investissements importants: 240 millions pour le premier et 400 millions pour le second. La ville mit à leur disposition respectivement 140 et 300 hectares de terres sous forme de baux de 70 ans. Le chantier naval a été privatisé sous forme d'actionnariat des travailleurs, une banque de commerce et une bourse des valeurs ont été créées (Despigny-Zochowska 1997). L'exemple de Nakhodka fournit la preuve flagrante d'un marchandage politique Centre-région pour la distribution des subventions fédérales. Ainsi, faute d'une loi claire sur les zones franches, l'administration de Nakhodka dut négocier avec le Centre le rétablissement des facilités douanières qui lui avaient été retirées avec l'entrée en vigueur le 18 juillet 1993 du nouveau code sur les tarifs douaniers (Svydak 1994).

Le port de Nakhodka couplé à celui de Vostotchnyj avait vocation à devenir un point

29. Selon les services de douanes américains ces joint-ventures auraient introduit aux États-Unis l'équivalent de plusieurs milliards de \$ de marchandises qui échappent ainsi à des quotas, *RA Report*, n° 4, janvier 1993.

30. *Pacific Industrial Tehnopark*, résumé, Association de la ZEF «Nakhodka» 1993; A. Gudvin 1993.

de transit important entre la zone du Pacifique et l'Europe, grâce au chemin de fer transsibérien : la voie « Baltique-Océan pacifique » est le chemin le plus court entre l'Europe et l'Asie. Les Russes évaluaient le transit à travers la Sibérie un tiers plus court et un quart moins cher que la voie maritime du Canal de Suez et de l'Océan indien³¹. La capacité de transbordement de Vostotchnyj potentiellement de 40 millions de tonnes par an, lui donne un avantage de taille sur Vladivostok, saturé, ne pouvant pas accueillir de nouvelles structures portuaires. Au milieu des années 1990, l'OCDE élabora un projet de la loi sur les ZES, selon lequel l'exonération prévue ne devait pas descendre au-dessous de 50% du taux d'imposition existant, appliqué aux entreprises mixtes en général³². La loi de 2005 substitue un statut unique aux différentes zones mises en place par les régions. Il fallut quinze ans à la Douma pour voter une loi sur les zones économiques spéciales en Russie³³.

Une vingtaine de régions exprima son intérêt pour ce nouveau projet ainsi que, parmi les étrangers, le ministère chinois du commerce extérieur. Le gouvernement annonça la création de six nouvelles ZES. Aujourd'hui seule la zone économique de « Magadan » reste en vigueur en Extrême Orient³⁴.

31. *Russia Far Eastern Economic Yearbook*, Khabarovsk, Institut de recherche économique de Khabarovsk, Sasakawa Peace Foundation, 1993, 254.

32. Ce projet a été déposé devant la Douma en 1994 après quatre années d'hésitations ; cf. *The Law of the Russian Federation on Free Economic Zones*, Paris, OCDE, Committee on International Investment and Multinational Enterprises, Paris, 3 octobre 1994.

33. Cette loi a été votée le 22 juin 2005. Les zones anciennes disparaissent automatiquement, un appel d'offre devant permettre aux autorités locales de présenter leurs propositions selon deux catégories définies par la loi : zones technologiques sur des territoires ne dépassant pas 2 km² et zones industrielles sur des surfaces inférieures à 20 km². Une troisième catégorie de zones à vocation touristique devrait exister. Elles seront créées pour vingt ans et bénéficieront d'une exonération, pendant cinq ans, des impôts sur les biens, la terre et les transports. La nouvelle agence d'administration des zones économiques disposera d'un budget de 240 millions d'euros.

34. L'autre est l'oblast de Kaliningrad qui bénéficie de statut de zone économique spéciale depuis 1995. Elle était la seule en Russie à posséder sa propre loi. Les résultats de la ZES « Kaliningrad » sont médiocres, elle aurait même causé un important excédent d'importation, détruisant une partie de l'industrie et de l'agriculture locales.

35. Avec l'effondrement de l'ancienne Union Soviétique et la politique d'ouverture de la Russie, des nouvelles formes de coopération économiques ont pris de l'importance en Asie.

Le régionalisme face à la mondialisation

Il existe deux conceptions du régionalisme, l'une qui s'exprime par la volonté de définir des zones de préférence pour les pays dans une perspective d'intégration économique³⁵, la deuxième qui se réfère à la concentration « naturelle » des échanges à l'intérieur de certaines zones géographiques, ici les zones frontalières.

En effet, nous nous trouvons aujourd'hui en présence d'un phénomène d'émergence de territoires infranationaux dont beaucoup sont transfrontaliers. Comme l'écrit A. Michalet, « le redécoupage des anciens territoires nationaux ne serait plus le produit de la diplomatie, et surtout, des guerres : il obéirait désormais à une logique d'économie industrielle » (2000). Il convient donc, de l'étudier dans un cadre global et non strictement national, surtout face à la mondialisation.

Certaines analyses soulignent que les évolutions récentes des économies régionales et locales doivent être resituées dans une perspective globale, au sein de laquelle les firmes multinationales constitueraient la principale force créatrice (Amin et Robins 1992, Pecqueur 2002). La mondialisation de l'économie, tout en mettant en relief la nature souvent arbitraire des constructions territoriales, leur relativité historique et culturelle, exige de nouveaux aménagements de l'espace (Badie et Smouth 1996). Par ailleurs, la dynamique de l'industrialisation opère au niveau régional et non pays par pays (Brasseul 1998).

Échanges frontaliers russo-chinois

Dans le processus complexe de l'intégration de la Russie à la zone Asie-Pacifique, les retrouvailles russo-chinoises semblent fondamentales (Despiney-Zochowska 1994, 2005). La Chine et la Russie semblent prédestinées à une coopération économique plus étroite pouvant à terme se matérialiser par une intégration plus poussée, tant sur le plan national que régional. Cela tient à leur poids en Asie et à leur parcours communiste. La coopération russo-chinoise se matérialise surtout sur le plan régional, à travers les échanges transfrontaliers.

La reprise des échanges frontaliers coïncide avec la visite effectuée à Pékin en 1982 par le vice-ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Ilitchev. Cette date semble d'ailleurs marquer la reprise réelle des relations entre la Chine et toute l'Europe de l'Est, après des lon-

gues années de brouille³⁶. Après des années des négociations sur le tracé de la frontière commune, le dernier problème a été réglé à mi-octobre 2004. Lors d'une visite de W. Poutine en Chine, les deux pays sont parvenus à un accord dans lequel la Russie cède à la Chine, l'île Tabarov et la moitié de Bolschoï Oussourijski (Colin 2003).

L'effet de proximité des zones d'échanges frontaliers a un caractère fortement positif sur le niveau d'activité (Sapir 1992). Ces échanges permettent à cette région éloignée des centres de production du pays de parer aux difficultés d'approvisionnement en certains produits et de trouver un marché d'écoulement ainsi qu'une main-d'œuvre bon marché.

Ces échanges s'effectuent sur le plan régional sous le contrôle des autorités provinciales et locales, certaines unités de production pouvant profiter de leur position géographique pour nouer des contacts directs. En ce qui concerne la Chine, depuis la reprise du commerce frontalier en 1982, la législation visant à accroître l'autonomie régionale, s'est considérablement développée. Le sommet Deng-Gorbatchev, à Pékin au mois de mai 1989, ne pouvait qu'encourager le développement des échanges frontaliers. Auparavant, en mai 1988, Moscou levait le monopole des échanges jusqu'alors réservé à l'Organisation orientale du commerce extérieur (Vostokintorg), autorisant ainsi toutes les provinces, régions autonomes et entreprises locales à commercer librement selon leur propre plan.

Le durcissement de la politique des visas en 1994 a fait chuter le commerce mutuel de 34 % ; il remonte par la suite, et triple entre 1989 et 2002. Avant la reprise en main de W. Poutine, 90 % de ces échanges échappaient à la maîtrise du pouvoir central, se faisant directement soit par les entreprises, soit par les autorités régionales³⁷.

Les autorités chinoises ont pris des dispositions nouvelles par rapport au commerce frontalier à partir du 1^{er} avril 1996. La notion même de commerce frontalier a changé et englobe à présent les échanges qui se situent dans une bande ne dépassant pas 30 km au-delà de la frontière. En 1997, le poids de ces échanges se déplace vers l'ouest (Blagoveshensk) à la suite de la création d'une zone de libre trafic, sans obligation de visas, d'une superficie de 10 km². Quant à la Russie, elle a décidé en mars 2005 d'apporter des amendements à la loi de Fédération d'avril 1993 sur la

frontière, qui renforcent le contrôle de FSB (ex-KGB) sur le flux des marchandises et des personnes. L'entrée de la Chine et de la Russie à l'OMC pourrait « civiliser » quelque peu ces échanges.

Action régionale concertée: Tumen River Area Development Programme (TRADP)

Face à la mondialisation une coopération transfrontalière supranationale a vu le jour dans les années 1990. Il s'agit d'une zone économique transnationale étendue sur des espaces relativement importants mais bien définis, réunissant plusieurs régions en vue de promouvoir le commerce extérieur et d'attirer les IDE. Ce programme de développement régional côtier fut élaboré et soutenu par le Programme de Nations unies pour le développement (PNUD). Cette agence spécialisée de l'ONU a initié la coopération supra nationale en Asie du Nord, après la dislocation de l'URSS et la disparition du CAEM. Le fleuve Tumen qui a donné le nom à ce projet, sert de frontière entre la Chine, la République démocratique de Corée et la Russie (*cf.* la carte en Annexe).

C'est surtout la Chine qui a manifesté un grand intérêt pour ce projet. De façon claire, elle voudrait insérer les trois provinces du Nord-Est (Heilongjiang, Liaoning et Jilin) dans le projet, tandis que les autres participants préfèrent le développement du seul littoral.

En 1991, la province de Jilin entre dans le processus: le gouvernement de la province a inscrit au 8^e plan quinquennal (1991-1995) la somme de 1 milliard de yuans pour le développement de la région du Tumen (à investir dans la ZES de Hunchun), les autorités de Hunchun voulant, avec ce projet, optimiser le plan de ZES transfrontalière du PNUD. Le gouvernement de la province de Jilin donne l'impulsion aux plans de développement de Hunchun (port pour des bateaux allant jusqu'à 10 000 tonnes) et Fangchuan (zone franche) ainsi que pour une ZES sur le territoire chinois du delta du Tumen. Son coût total était estimé à 30 milliards de dollars et la durée de la réali-

36. Voir J. Rowinski 1994: 58, B.A. Despiney-Zochowska, «Une nouvelle étape dans les relations sino-polonaises», ronéoté, conférence donnée à l'Institut de recherche économique de Khabarovsk le 17 janvier 1991, E. Fouquoire (1983: 93).

37. Baltzinger H., Piney D., «Les relations économiques de la Russie avec l'Asie-Pacifique», *le Courrier des pays de l'Est*, n° 392, sept. 1994, 48-59.

sation fixée entre 7 et 12 ans (dépassée depuis). Le PNUD propose deux solutions de création d'une telle zone : soit la région de Najin (Corée du Nord) Jingxin ou Hunshun (Chine) et Posyet (Russie), représentant 1 000 km². La solution « étendue » devait être la région de Chongjin (Corée du Nord), Yanji (Chine) et Vladivostok.

Avec le décret du 1^{er} janvier 1994, les ports de Rajin (Najin), Sonbong et Chongjin ont été déclarés ports francs et de nombreux avantages accordés aux éventuels investisseurs étrangers. Le 13 septembre 1996, un forum organisé sous les auspices du PNUD et de l'ONUDI a inauguré officiellement la ZES de Rajin-Sonbong, la première zone économique spéciale en Corée du Nord³⁸. D'ores et déjà, les travaux d'infrastructures ont été entrepris (routes et extension du réseau ferroviaire – il s'agit d'une nouvelle liaison ferroviaire de 67 km entre le réseau russe et le réseau nord-coréen). Le projet transfrontalier « Toumangan » avance lentement depuis la date de son lancement en 1991. La Russie a bloqué ce projet, soucieuse de ses propres intérêts. Mais aujourd'hui, l'intégration de la partie septentrionale de Primorskij Kraï dans le projet a ouvert une nouvelle étape dans son déroulement. La sixième réunion de la commission consultative qui réunit les représentant des cinq États partenaires et des observateurs japonais, s'est tenue en juin 2002 à Vladivostok (Colin 2003 : 33). Imaginée beaucoup trop large au départ, cette zone inclut aujourd'hui la zone de libre-échange littorale de Rajin – Sonbong en Corée du Nord, la préfecture autonome des Coréens de Yanbian dans la province chinoise de Jilin,

38. De cette façon la Corée du Nord a rejoint la Pologne et l'Albanie qui étaient les premiers pays communistes à posséder un programme et une législation consacrée aux zones économiques franches. Cf. *Le Monde* du 19 septembre 1996, 5

39. UNDR, Programme Document, 2005.

ainsi que la partie méridionale de Primorskij Kraï en Russie. On parle à présent de la phase trois du projet dont le but principal est le renforcement des institutions chargées de mise en route des actions concrètes et la solution définitive du transfert des droits de propriété³⁹.

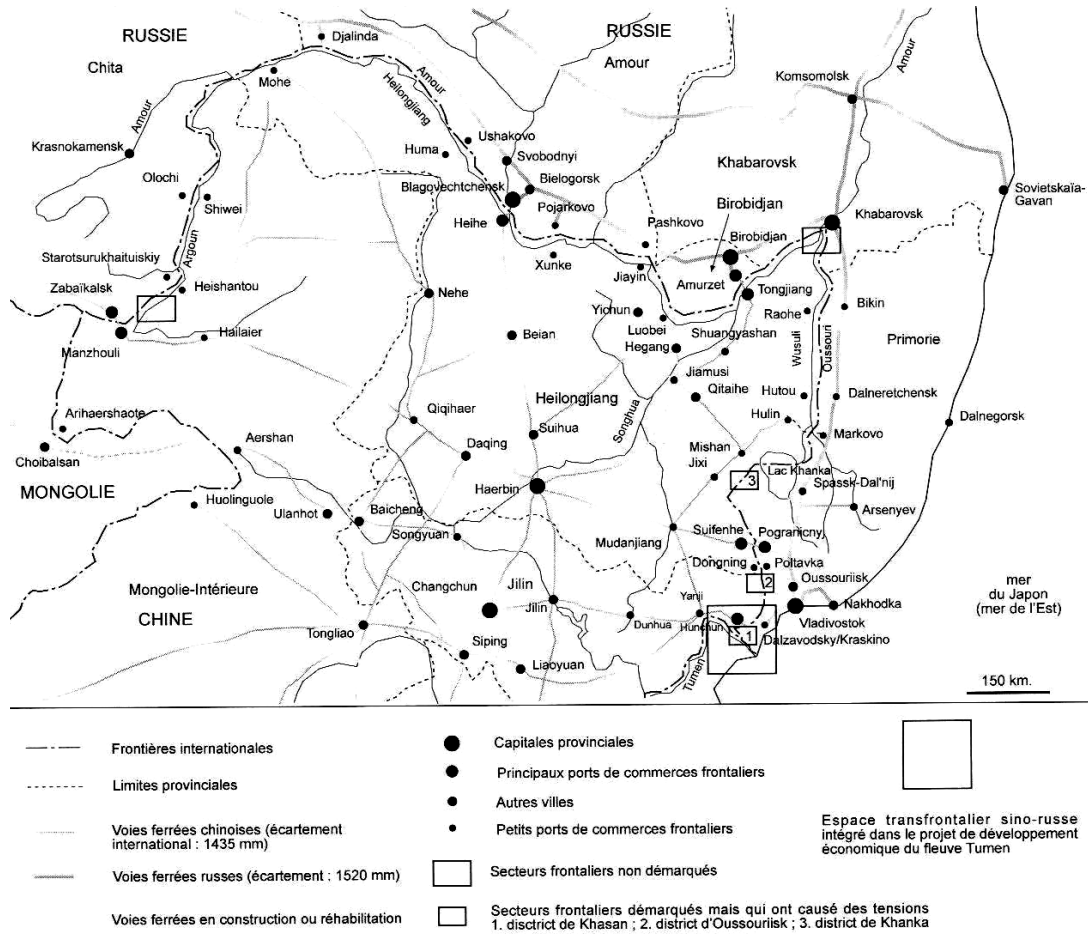
Conclusion

Notre travail sur la frontière russo-chinoise permet de montrer comment une région, atomisée et anémiée dans ses dynamiques par les procédures de planification soviétiques (de part et d'autre de la frontière), déstructurée par les migrations, retrouve progressivement une dynamique de développement. Si les évolutions dans chacun des pays contigus sont de même type, dans un contexte d'intégration régionale asiatique et de mondialisation une procédure de coopération interrégionale sous la houlette d'une organisation internationale peut permettre de trouver une dynamique semblable à celles qui régissent les districts européens, à condition d'en assimiler les règles et de construire des institutions de gouvernance adaptées.

Cette action régionale concertée des trois pays (Russie, Chine et Corée du Nord) dans une région en forte croissance pourrait-elle mener à la naissance d'un système productif localisé? Il est trop tôt pour le dire. Il faudrait développer un travail de terrain à l'aide de questionnaires menés auprès des acteurs locaux pour observer les évolutions à l'appui de nos hypothèses, et poursuivre ainsi le travail commencé au début de la transition. Une autre question se pose : est-ce que l'étude de la frontière polono-tchéco-allemande peut servir d'exemple? Pas pour le moment, puisque le district marshallien se forme dans des économies plus intégrées, ce qui n'est pas le cas de la frontière russo-chinoise. ■

- AMIN A., ROBINS K., 1992, «Le retour des économies régionales? La géographie mythique de l'accumulation flexible», in *Les régions qui gagnent. Districts et réseaux: les nouveaux paradigmes de la géographie économique*, PUF, Paris.
- AYDALOT P. (ed.), 1986, *Milieux innovateurs en Europe*, GREMI, Paris.
- BADIE B., SMOUTS M.-C. (ed.), 1996, *International sans frontières*, L'Harmattan, Paris.
- BARRY F., LESAGE M., 1991, «URSS. La dislocation du pouvoir», *Les Études de la Documentation française*, n° 230.
- BECATTINI G., DAL, 1979, «settore industriale» al «distretto industriale», dans *Rivista di Economia e Politica Industriale*, vol. 2.
- BENKO G.B., LIPIETZ A., 1992, *Les régions qui gagnent. Districts et réseaux: les nouveaux paradigmes de la géographie économique*, PUF, Paris.
- BRASSEUL J., 1998, *Histoires des faits économiques*, tome 2: «De la révolution industrielle à la Première Guerre mondiale», Armand Colin, Paris.
- BRUNAT E., 1995, Émergence régionale et dynamique territoriale: essai sur la transformation des économies de type soviétique à partir des exemples russes et polonais, Thèse de doctorat, université de Grenoble.
- CAVOLEAU P., 1997, «L'Extrême-Orient russe face à la zone Pacifique: les investissements étrangers et la reconversion», contribution au Rapport de l'IRENISE pour le ministère de la Recherche et de la Technologie, Paris.
- CHAVANCE B., 1994, *La Fin des systèmes socialistes*, L'Harmattan, Paris.
- CHMIEL J., 1997, «Male i srednie przedsiebiorstwa a rozwoj regionow», dans *Studia i Prace ZBSE*, zeszyt 243.
- COLIN S., 2003, «Le développement des relations frontalières entre la Chine et la Russie», *Les Études du CERI*, n° 96, 44 p.
- CORDEN M., 1992, «Booming sector and Dutch disease economics: survey and consolidation», in *Development Economics*, vol. 4.
- COURLET C., SOULAGE B., 1992, «Industrial dynamics and territory», *Note de travail*, n° 14, IREPD, Grenoble.
- COURLET C., 1997, «Systèmes productifs localisés et développement: le cas des économies émergentes et en transition», dans *Firmes et économie industrielle*, PALLOIX Ch., RIZOPOULOS Y., L'Harmattan, Paris.
- DESPINEY-ZOCHOWSKA B.A., 1993, «L'Extrême-Orient russe à l'heure de la transition», *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 24, n° 1.
- DESPINEY-ZOCHOWSKA B.A., 1993, «Des zones franches», in *L'État de toutes les Russies*, FERRO M. (ed.), collab. MANDRILLON M.-H., Paris, La Découverte.
- DESPINEY-ZOCHOWSKA B.A., 1994, «Quelle place pour la Russie dans la zone Asie-Pacifique?», *De Russie et d'ailleurs. Feux croisés sur l'histoire*, mélange en l'honneur de Marc Ferro, IRENISE, Paris.
- DESPINEY-ZOCHOWSKA B.A., 1994, «La régionalisation en Russie: le cas de l'Extrême-Orient», *Revue des études slaves*, tome LXVI, 1.
- DESPINEY-ZOCHOWSKA B.A., 1997, *Quelle place pour la Russie dans la zone Asie-Pacifique?, Le développement régional et la coopération internationale en Extrême-Orient russe*, rapport pour le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, IRENISE, Paris.
- DESPINEY-ZOCHOWSKA B.A., 2001, «Les décentralisations et l'intégration régionale dans les pays de l'Europe centrale (PECO): le cas de la Pologne», *Cahier du GEMDEV*, n° 27.
- DESPINEY-ZOCHOWSKA B.A., 2005, «La Russie entre l'espace européen et l'Asie», communication à la 11^e Conférence d'EADI, Bonn, 21-24 septembre 2005. www.eadi.org.
- DITTER J.-G., 1995, Les services et le développement des nouveaux Länder allemands, thèse, université Pierre Mendès-France, Grenoble.
- DMITRIEVA O.G., 1992, *Regionalnaja ekonomitcheekaja diagnostika (Les prévisions d'économie régionale)*, Saint-Pétersbourg.
- DUCHENE G., RUSIN P., 2003, «Innovation, mobilité du travail et croissance dans la transition. Le miracle polonais» in *Analyses économiques de la transition*, W. ANDREFF, La Découverte, Paris.
- FOUQUOIRE E., 1983, «Désarmement et sécurité dans la politique extérieure chinoise: ni carte soviétique ni carte américaine», *Défense nationale*, janvier.
- GUDVIN A., 1993, «Svobodna trgovajava zona "Nakhodka" i Tikhookeanskij kompleks "Pasifik Industrial"» (La zone franche «Nakhodka» et le complexe «Pacific Industrial»), ronéoté, le 22 juillet.
- GERRAOU D., RICHET X., 2000, *Économies émergentes. Politiques de promotion de la PME. Expériences comparées*, L'Harmattan, Paris.

- GAZIER A., 1992, « Les enjeux politiques. Ancrer la légitimité eltsinienne », *Problèmes politiques et sociaux. La Conquête du pouvoir local en Russie* (sous la direction de M.-H. MANDRILLON) n° 683, série Russie.
- GOUR'EV V.V., SALYKIN P.M., UVAROV V.A., 1992, *SEZ Dal'nego Vostoka*, Khabarovsk.
- HERZFELD J.-M., 1994, « La Russie d'aujourd'hui : une perspective sur les investissements étrangers », *Politique étrangère*, n° 2, 455-470.
- KORNEEV A.M., 1964, « Razvitie promyslennykh kompleksov ekonomiceskikh regionov », in *Promyslennost' v khozjaïstvennom komplekse ekonomiceskikh rajonov*, Moskva, Nauka.
- MANDRILLON M.-H. (ed.), 1992, « La conquête du pouvoir local en Russie », *Problèmes politiques et sociaux*, Documentation française, n° 683, 26 juin, série Russie.
- MARSHALL A., 1920, *Principles of economics*, 8^e édition, Macmillan, London.
- MICHALET CH.-A., 2000, *La Séduction des nations ou comment attirer les investisseurs*, Economica, Paris.
- MINAKIR P., FREEZE L., 1994, *The Russian Far East: an Economic Handbook*, New York, London, M. E. Sharpe.
- MORGACEV O., 1992, « Svobodnye zony: lucse mense, da lucse » (Zones franches : moins mais mieux), commentaires sur la résolution du directeur du Comité pour les investissements étrangers, *Rossijskie vesti*, n° 16, 5 juin.
- OCDE, 1997, Performances et facteurs de compétitivité à l'échelon régional, DT/REG (97)11, Paris.
- OCDE, 1998, Convergence et disparités régionales, DT/REG (98)3, Paris.
- PECQUEUR B., 2002, « L'organisation spatialisée de la production en France : de nouveaux rapports territoires - entreprises », ronéoté, ministère de la Recherche.
- PERROUX F., 1950, « Les espaces économiques », *Économie appliquée*, n° 1.
- PERROUX F., 1955, « Note sur la notion de pôle de croissance », *Économie appliquée*, n° 1-2.
- PERROUX F., 1961, *L'Économie du XX^e siècle*, PUF.
- PIN J.-L., 1999, *L'Ouverture extérieure de la Chine (1978-1999)*, Documentation française.
- SAMSON I. et al., 1995, *Ouverture, transition et développement en Allemagne de l'Est*, rapport pour le CGP, ROSES, Grenoble.
- SAMSON I. et al., 1996, *Pôles de croissance et de décision à l'Est. 1994-2015*, rapport pour la DATAR, ROSES, Grenoble.
- SAPIR J., 1994, *Bilan de deux ans de la transition en Russie, document de travail*, CEMI/EHESS, mars.
- SAPIR J., 1993, « Différences économiques régionales, transition et politiques de stabilisation en Russie », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 24, n° 1.
- SAPIR J., 2005, « La croissance russe au péril de la "maladie hollandaise" » communication au Séminaire franco-russe sur les problèmes économiques et financières du développement de la Russie, Paris, 27-29 juin.
- SCOTT A.J., 1992, « L'économie métropolitaine : organisation industrielle et croissance urbaine », dans BENKO, LIPIETZ (ed.), 1992, *Les régions qui gagnent. Districts et réseaux : les nouveaux paradigmes de la géographie économique*, PUF, Paris.
- RYBAKOVSKIJ L.L., ZAKHAROVA O.D., MINDAGULOV V.V., 1994, *Nelegal'naja migracija v prigranicnykh rajonakh Dal'nego Vostoka : Istorija, sovremennost' i posledstvija* (Immigration illégale dans les régions frontalières de l'Extrême-Orient : histoire, temps présent, future), Moscou, Académie des Sciences de la Russie,
- ROSEFELDE S.S., 1994, « Peace and Prosperity in the Pacific Rim: Optimizing the Benefits of Japanese Assistance to Russia », *Acta Slavica Iaponica : Journal of Slavic Research Center*, Hokkaido University, vol. 12.
- RABALLAND G., 2005, *L'Asie centrale ou la fatalité de l'enclavement?*, L'Harmattan, Paris,
- ROWINSKI J., 1994, « China and Central and Eastern Europe: a New Relationship », *Issues and Studies : a Journal of Chinese Studies and International Affairs*, Taipei, vol. 30, n° 2.
- SVYDAK N., 1994, « Istocniki pravovo regulirovanija SEZ v Rosii », in *Pravo i ekonomika*, supplément de *Delovyj mir*, n° 15 du 7 juin.
- VAHABI M., 1995, « Le secteur non étatique, la contrainte budgétaire lâche et la politique de la porte ouverte en Chine », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n° 2.
- ZINAI L., HAIWEN Z., MINGQIANG B., 1999, « The Empirical Analysis of Regional Development Disparity in China and The Choice of Strategis about Regional Harmonius Development », communication à la 4^e Conférence internationale sur les économies en transition, Beijing, août.



Sources : Colin S., 2003, *Les Études du CERJ*, n° 96.